

Pouvoir d'emprunt

constant des sommes que le gouvernement puise dans les épargnes nationales est l'un des facteurs les plus importants de notre croissance économique soutenue.

Hier, j'ai écouté la députée de Trinity (M^{lle} Nicholson) exposer les positions de son parti sur le projet de loi portant pouvoir d'emprunt. Comme elle est membre du comité permanent des finances et des affaires économiques, je lui ai accordé toute mon attention. Selon elle, nous devons, tout à la fois, augmenter les dépenses, diminuer les impôts et réduire le déficit. Elle a fustigé le gouvernement pour ses diverses compressions de dépenses. Elle s'est ensuite attaquée à la prime d'encouragement offerte aux fonctionnaires supérieurs qui sont efficaces dans la direction de leurs services et le contrôle des dépenses. Je ne comprends pas qu'on critique quelqu'un qui fait du bon travail. Il n'y a pas de meilleure attitude à prendre envers celui qui remplit bien sa tâche que de l'encourager à faire encore mieux à l'avenir. Les libéraux voudraient-ils récompenser l'incompétence? On le dirait. Je suis content de siéger du côté ministériel qui récompense l'efficacité et la discipline dans le contrôle des dépenses publiques.

La députée nous propose comme solution d'accroître la formation, les dépenses et les paiements de transfert tout en réduisant le déficit. Je me demande bien où elle a appris ces notions fantaisistes de l'économique. J'ai lu dans sa biographie qu'elle avait étudié à la *London School of Economics*. Nous savons tous que cet établissement est gauchisant, mais je suis certain que les principes économiques qu'il enseigne ne sont pas aussi fantaisistes et hypocrites que ceux que nous avons entendus hier.

A la fin de son discours, la députée a eu l'audace de dire qu'il faut du concret au lieu de belles paroles. Comparons donc ce qu'a fait son gouvernement et son chef, lorsqu'il était ministre des Finances, à ce que fait le gouvernement actuel. Examinons les actes concrets au lieu de se contenter de belles paroles.

De 1972 à 1975, le chef de l'opposition (M. Turner) était ministre des Finances. Voyons quelques chiffres qui indiquent ce qui s'est passé pendant cette période. Lorsque le chef de l'opposition est devenu ministre des Finances, il y avait un excédent annuel de 481 millions de dollars au lieu d'un déficit. En trois ans, il a transformé cet excédent de 481 millions en un déficit de 4 milliards. Sous sa direction, les dépenses ont augmenté en moyenne de 23 p. 100 par an. La dette nationale brute a progressé de 50 p. 100 et le service de la dette a augmenté de 85 p. 100. Le taux d'inflation a doublé, il est passé de 5,1 p. 100 à 10,6 p. 100, ce qui n'est pas surprenant. Lorsqu'on préconise de dépenser davantage et d'alléger le fardeau fiscal tout en réduisant le déficit, la seule solution possible consiste à faire marcher la planche à billets, et c'est exactement ce que le

ministre des Finances a fait. Il n'est donc pas surprenant que l'inflation ait augmenté.

Pendant qu'il était ministre des Finances, le taux d'escompte a augmenté de 4,25 points de pourcentage. Sous son règne, le taux de chômage a progressé de 1 p. 100 et il a augmenté de 2,5 p. 100 chez les jeunes. De 1980 à 1984, lorsque la députée de Trinity était du côté ministériel et qu'elle votait manifestement en faveur de mesures de ce genre, les taux d'intérêt ont grimpé jusqu'à 23 p. 100. Le taux de chômage atteignait pratiquement 13 p. 100. L'inflation a progressé d'environ 12 p. 100. Bien des petites entreprises ont fait faillite. Certaines familles ont perdu leur maison parce qu'elles étaient incapables de payer leur hypothèque à cause des taux d'intérêt élevés.

Le déficit est passé de 13,3 milliards à 38,3 milliards; il a donc pratiquement triplé en quatre ans et demi.

● (1150)

Voyons maintenant ce qui s'est passé depuis septembre 1984. Les taux d'intérêt ont baissé de 4,8 points. Pour une hypothèque de 50 000 \$, sur cinq ans, cela signifie 132 \$ d'économie par mois ou 1 584 \$ par an. Le chômage est passé de 11,7 p. 100 à 9,7 p. 100. Chez les jeunes la baisse est encore plus marquée puisqu'il est passé de 18,3 p. 100 à 14,4 p. 100. Depuis deux ans et demi, l'inflation est restée de l'ordre de 4 p. 100 par année. C'est la période la plus stable pour les prix que nous ayons eue depuis 1971. Le chiffre désaisonnalisé des mises en chantier de logements ont augmenté de 67 p. 100 depuis septembre 1984. Dans ma circonscription, certaines entreprises de construction ont du mal à trouver des travailleurs tellement la demande de nouvelles maisons est forte. Lorsque nous avons pris le pouvoir, le déficit était de 38,3 milliards. On prévoit maintenant que, dans l'année 1987-1988, il sera de 29,3 milliards. Pour la première fois depuis 30 ans, le déficit a baissé trois années de suite. N'oublions pas non plus qu'il faut payer de l'intérêt sur le déficit. Lorsqu'on réduit le déficit, on diminue aussi les intérêts qu'on doit payer. Le montant d'intérêt économisé témoigne également des énormes progrès accomplis. Il y a encore du chemin à faire, mais au moins c'est un excellent début.

Pendant la législature libérale de 1980-1984, les dépenses du gouvernement ont augmenté en moyenne de 15,1 p. 100. Même avant la récession, en 1980-1981, les dépenses du gouvernement libéral avaient augmenté de 14 p. 100. Les libéraux ne peuvent donc pas utiliser l'excuse de la récession pour expliquer ces hausses. Elles existaient déjà avant. Depuis septembre 1984, notre gouvernement a ramené l'augmentation des dépenses à 3,9 p. 100 en moyenne, soit un tout petit peu moins que l'inflation. Par conséquent, pour la première fois en 14 ans, la dette publique augmente plus lentement que l'économie.